

Cultures d'exportation

## Guerre commerciale en vue

**Les biocarburants ne seront pas la solution-miracle pour sortir de l'impasse le cycle de négociations de Doha (OMC). Ils constitueront, en revanche, l'un des grands enjeux à venir du commerce mondial. Plusieurs pays en développement, Brésil en tête, entendent bien profiter de leurs avantages comparatifs. Les pommes de discorde potentielles avec les pays industrialisés sont légion.**

Transférer vers les biocarburants les subventions agricoles des pays riches. C'est le lapin que Ted Turner, le bouillant patron de CNN, a sorti de son chapeau fin septembre à Genève, en ouverture du Forum public annuel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Du coup, a-t-il déclaré, il n'y aurait plus de surproduction ni de distorsions des échanges, les prix des produits agricoles augmenteraient, les paysans du Nord et du Sud profiteraient d'un marché énergétique sans limites. Surtout, le principal obstacle à l'achèvement du cycle de libéralisation des échanges de Doha serait levé. Turner a demandé l'intégration de cette proposition dans les négociations. Elle aurait, dit-on, le soutien du commissaire européen au commerce, Peter Mandelson.

Peu d'experts croient que cette idée puisse sauver le cycle de Doha. Sérieuse ou non, elle révèle cependant un fait incontournable : les biocarburants, en pleine expansion, seront l'un des grands enjeux à venir du commerce mondial. Certes, la production est pour l'heure essentiellement à usage domestique.

Seuls 10% sont vendus sur le marché international. Mais cela pourrait changer rapidement.

Nombre de pays, notamment industrialisés, se sont fixés des objectifs ambitieux, faisant des biocarburants un élément stratégique-clé de leur politique énergétique, agricole et climatique. D'ici à 2010-12, ceux-ci devraient représenter 5,75% des combustibles de transports dans l'Union européenne, 10% aux Etats-Unis et au Japon. Malgré une augmentation de la production propre, un approvisionnement à l'extérieur sera nécessaire. L'Union européenne a déjà importé en 2004 autant de biocarburants qu'elle n'en a produit, notamment du Brésil et du Pakistan. Le Japon et la Chine vont acheter au Brésil d'importantes quantités d'éthanol.

### Ambitions brésiliennes

Selon Harsha Vardhana Singh, directeur général-adjoint de l'OMC, « il faut donc s'attendre à une croissance considérable du commerce international de biocarburants ». Les pays en déve-

loppement entendent bien profiter de leurs avantages comparatifs : grandes surfaces de terres, main-d'œuvre abondante et bon marché, longues saisons de cultures, plantes – la canne à sucre pour l'éthanol et l'huile de palme pour le biodiesel – beaucoup plus efficaces énergétiquement que le maïs ou le colza. Le Brésil, deuxième plus gros producteur mondial d'éthanol à qui revient la moitié des échanges internationaux, l'a affirmé haut et fort par la voix de son ministre de l'agriculture, Roberto Rodrigues : « Nous ne voulons pas vendre des litres, mais des fleuves d'éthanol. » Plusieurs autres pays – Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Afrique du Sud, Philippines – lorgnent vers les marchés d'exportation. L'Union européenne voit dans le bioéthanol un substitut à promouvoir dans les pays pauvres touchés par la réforme de son régime sucrier.

### L'OMC, futur champ de bataille

S'achemine-t-on vers une guerre commerciale des biocarburants ? Le président brésilien Lula a annoncé la couleur : « Il n'est pas logique que l'éthanol continue d'être le seul bien énergétique encore protégé par des tarifs élevés et des quotas sur le marché international. » L'OMC – Ted Turner l'a bien compris – va donc être appelée à jouer l'arbitre. Elle s'est, jusqu'ici, peu occupée du secteur de l'énergie. Comme l'a montré une étude récente, l'application de ses règles aux biocarburants est tout sauf évidente<sup>3</sup>. Elle l'est d'autant moins que ceux-ci ne sont pas classifiés d'une manière uniforme. L'éthanol est considéré comme un bien agricole et le biodiesel comme une marchandise industrielle. Pour compliquer encore les choses, plusieurs pays – dont le Brésil et l'Inde – ont, dans le cadre du cycle de Doha, demandé que les biocarburants fassent partie des biens et services environnementaux pouvant bénéficier de tarifs nuls ou réduits.

Les enjeux de cette classification sont énormes. Car les règles de l'OMC varient d'un type de produits à l'autre sur tous les points pouvant constituer une pomme de discorde. *Primo*, les tarifs douaniers, qui sont parfois élevés pour protéger la production domestique. La Suisse, qui n'impose rien sur les importations d'éthanol en provenance des pays en développement, est une exception<sup>3</sup>. L'Union européenne offre un tel avantage aux pays les moins avancés et à ceux de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (sauf l'Afrique du Sud). Autrement, ce sont des droits

DEZA DIREKTION FÜR ENTWICKLUNG UND ZUSAMMENARBEIT  
DDC DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION  
DSC DIREZIONE DELLO SVILUPPO E DELLA COOPERAZIONE  
SDC SWISS AGENCY FOR DEVELOPMENT AND COOPERATION  
COSUDE AGENCIA SUÍZA PARA EL DESARROLLO Y LA COOPERACIÓN



**Nord-Sud? Est-Ouest?**  
**Nous vous montrons le chemin...**  
...vers les professionnels de la coopération  
et du développement.

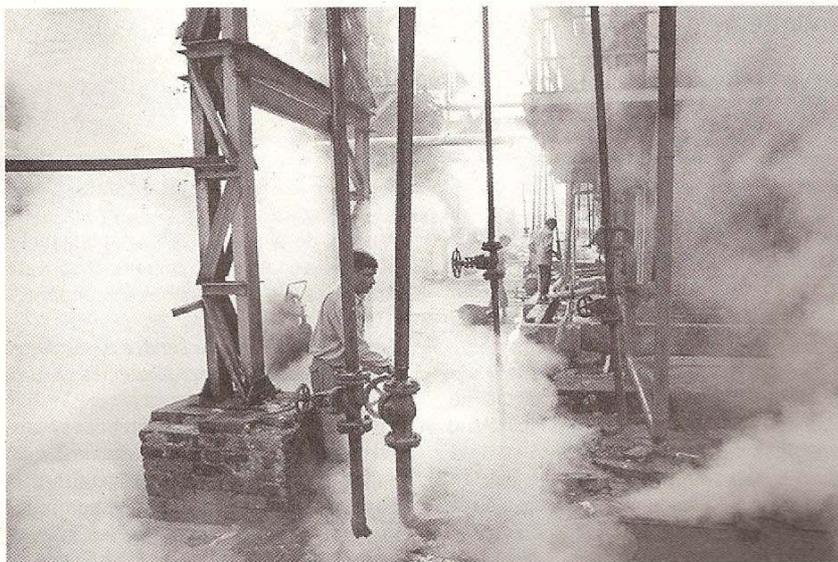
Pour tout renseignement concernant les domaines

- Coopération au développement
- Aide humanitaire et Corps suisse d'aide humanitaire (CSA)
- Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI

Tel. : 031 322 31 09

E-Mail: [media@deza.admin.ch](mailto:media@deza.admin.ch)

Internet: [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



Les usines de bioéthanol (ici en Inde) se multiplient dans les pays du Sud.

de douane de 19,2 euros par hectolitre d'éthanol et de 6,5% sur le biodiesel. Elle a, fin décembre 2005, déclaré l'éthanol « produit sensible » et retiré ses préférences au Pakistan, la principale menace pour sa filière avec le Brésil. Les Etats-Unis perçoivent une taxe de 14 dollars par hectolitre, avec un quota maximum de 7% pour les importations d'éthanol.

#### Questions ouvertes

*Secundo*, les aides gouvernementales à la production et à la consommation, sans lesquelles le secteur des biocarburants n'aurait pas pu se développer : allègements fiscaux de tous ordres, prêts à des taux préférentiels, garanties de crédits, etc. L'Union européenne offre à ses paysans des primes (45 euros/ha) pour les cultures énergétiques, qui s'ajoutent aux paiements directs. Si le Brésil, célèbre pour son programme Proalcool lancé en 1975 déjà, ne subventionne plus sa filière de l'éthanol, les Etats-Unis la soutiennent à raison de 5,5 à 7,3 mrd de dollars par an. Ils refusent d'accorder aux produits importés les allègements fiscaux consentis à la production indigène.

*Tertio*, les politiques incitatives gouvernementales : taux obligatoires de biocarburant à incorporer dans les combustibles fossiles, préférences dans les acquisitions de matériel et l'octroi de marchés publics, etc. L'Union européenne semble prête à aller plus loin que le Conseil fédéral dans sa volonté de soumettre l'importation de biocarburants au respect de normes minimales en matière de développement durable ; un système de certification est à l'étude.

Toutes ces différentes pratiques sont-elles conformes au droit de l'OMC ? N'entraînent-elle pas des formes de protectionnisme, de discrimination et de

concurrence déloyale entre produits indigènes et importés ? Jusqu'à quel point l'OMC doit-elle s'immiscer dans le secteur énergétique ? Si un cadre commercial multilatéral cohérent, avec des règles transparentes et équitables, est certainement nécessaire, quelles conditions doit-il remplir pour maximiser les bénéfices potentiels et minimiser les risques des biocarburants ? Autant de questions qui promettent de belles empoignades politiques et d'experts.

Pour les uns, seul un marché international ouvert et encadré par l'OMC permettra un développement efficient et durable des biocarburants, en créant notamment un cadre favorable aux investissements étrangers dont les pays du Sud ont besoin. Pour les autres, les biocarburants doivent avant tout rester un instrument de développement local et régional, préservé de la mainmise des multinationales et de l'extension des monocultures qu'une promotion des exportations ne manquerait pas de provoquer, au détriment des petits paysans et de la sécurité alimentaire.

Le débat, dans tous les cas, est ouvert. En attendant l'avènement à grande échelle des biocarburants de la « deuxième génération » (voir encadré page 6), qui pourrait modifier considérablement la donne.

Michel Egger

1. *Sustainable Bio-Energy – Challenges and Opportunities*, Bonn, 12-13 Octobre, <http://forumue.de/bioenergy>.
2. *WTO Disciplines and Biofuels : Opportunities and Constraints in the Creation of a Global Marketplace*, IFATPC, octobre 2006, [www.agritrade.org](http://www.agritrade.org)
3. *Message du Conseil fédéral sur la révision de la loi sur l'imposition des huiles minérales*.

## A LIRE

### Défis de la paix

Paix, sécurité et développement. Cette thématique occupe depuis une dizaine d'années une place croissante dans la coopération internationale. Un effet de la fin de la guerre froide et du génocide rwandais (1994). Des concepts nouveaux comme la « sécurité humaine » sont apparus, la prévention et la résolution des conflits sont de plus en plus partie intégrante des projets de développement. L'Institut universitaire d'études du développement (IUED) a consacré à cette question le nouveau « Dossier » de son *Annuaire suisse de politique de développement*. L'occasion de dresser un état des lieux, de passer au crible quelques conflits liés aux ressources naturelles, de montrer les positions des acteurs suisses à travers divers cas concrets (Colombie, Népal, Balkans). *Paix et sécurité, les défis lancés à la coopération internationale*, IUED. ME

### Les dessous de l'or blanc

« Du riffi dans nos armoires ». C'est ce nom de code que le jeune Timéo, citoyen du monde responsable en herbe, a donné à son enquête au Brésil sur la filière du coton. A l'origine de son périple, cette question : « Pourquoi les fringues sont-elles si bon marché dans les magasins ? » Il nous fait partager son aventure à travers son carnet de route où nous apprenons plein de choses sur la culture du coton, les conditions de travail dans les ateliers de couture, les alternatives bio et équitables. *Les dessous de l'or blanc*, Ed. Elka. Disponible à la Fondation Education et Développement, Tél. 021 612 00 81 ou [fed@globaleducation.ch](mailto:fed@globaleducation.ch). ME



### Trop d'aide à l'Afrique ?

Alliance Sud a fait le plein pour son 35<sup>e</sup> anniversaire. Plus de 300 personnes sont venues assister aux conférences et débats d'excellente tenue sur la question, très controversée : « L'Afrique souffre-t-elle de trop d'aide ? » Les interventions de la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, de Jürg Krummenacher (président d'Alliance Sud et directeur de Caritas), de Peter Niggli (directeur d'Alliance Sud) et de notre hôte du Bénin Huguette Akplogan-Dossa sont en ligne sur le site : [www.alliancesud.ch](http://www.alliancesud.ch)